

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article , 20 (Chapitre 1, Titre B, Partie II).

#### Proposition d'amendement au Titre :

Déposée par Madame Palacio

Qualité :        - Membre                                - Suppléant

---

#### *Article 20*

1. Les États membres qui remplissent des critères de capacités militaires élevés et souhaitent entreprendre des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions plus exigeantes ~~les États membres, dont la liste figure à la déclaration X annexée à la Constitution,~~ instaurent entre eux une coopération structurée au sens de l'article 30, paragraphe 6 de la Partie I de la Constitution. Les critères et les engagements en matière de capacités militaires à respecter par que ces États membres sont définis dans le Protocole X annexé à la Constitution ~~ont définis sont repris dans la même déclaration.~~
2. Si un État membre souhaite participer à cette coopération à un stade ultérieur, en souscrivant aux obligations qu'elle impose, il informe le Conseil européen de son intention. Le Conseil ~~restreint de la coopération structurée~~ statue sur la demande de l'État membre en question.
3. Seuls les États membres participant à la coopération adoptent des décisions relatives à l'objet de la coopération. Le Ministre des Affaires étrangères assiste aux délibérations. Les autres États membres sont dûment et régulièrement informés du développement de la coopération par le Ministre des Affaires étrangères.
4. Le Conseil peut confier aux États participant à cette coopération la réalisation, dans le cadre de l'Union, d'une mission visée à l'article 17 de ce Titre.

#### **Explication éventuelle :**

Comme on l'a fait pour L'Union économique et monétaire, les critères qu'il faut remplir pur participer à une coopération structurée doivent faire l'objet d'un accord préalable et doivent être repris dans un texte juridiquement contraignant, tel qu'un Protocole, et non pas dans une simple Déclaration.

En vue de sauvegarder le cadre institutionnel unique, le Conseil doit avoir toujours la même composition. Ce que l'on peut prévoir c'est de restreindre le droit de vote aux Etats qui font partie de la coopération structurée.